

Le nucléaire, du déni à la procrastination : défaut de gouvernance et une relance qui tarde ! Les leçons en ont-elles été tirées ?

La presse a abondamment communiqué depuis quelques jours sur le redémarrage de la centrale au charbon Émile Huchet de Saint-Avold, dont les 600 MW de puissance constitueront un apport insuffisant mais très précieux pour passer les pointes de consommation d'électricité l'hiver prochain. C'est une mauvaise solution sous l'angle du réchauffement climatique, la production d'électricité à partir de charbon émettant environ 1 kg de CO₂ pour chaque kWh d'électricité produite. Mais le gouvernement a fait le choix politique de privilégier l'alimentation en électricité du pays.

Rappelons que la centrale de Fessenheim arrêtée en 2020 pour des raisons politiques disposait de 1 800 MW de puissance et n'émettait que 4 g de CO₂ par kWh produit. Elle apportait donc 3 fois plus de puissance et émettait 250 fois moins de CO₂ par kWh que la centrale de Saint-Avold que l'on s'apprête à redémarrer en catastrophe actuellement. Cerise sur le gâteau, si l'on peut dire : elle était en parfait état de marche, reconnue par l'Autorité de Sûreté Nucléaire pour son excellent niveau de sûreté et n'était en particulier pas atteinte par le phénomène de corrosion qui affecte certains réacteurs plus récents, obligeant à des réparations.

Il est bon d'avoir une vision historique, fût-elle très récente : le 22 février 2020, un « collectif » de ministres, secrétaires d'État et parlementaires publiait une tribune intitulée :

« La fermeture de la centrale de Fessenheim marque une étape historique »

On peut notamment y lire :

« La mise à l'arrêt de la centrale de Fessenheim incarne l'écologie de responsabilité que nous portons »

« Tenir nos promesses, nous le faisons ce 22 février en arrêtant - comme s'y était engagé le candidat Emmanuel Macron - le premier réacteur de la centrale nucléaire de Fessenheim, suivi du second réacteur le 30 juin. C'est un événement historique. Ce sera la première fois que des réacteurs de seconde génération seront fermés, un demi-siècle après le début de la construction du parc nucléaire français »

« Cette accélération couplée à la maîtrise de nos consommations énergétiques, notamment par la rénovation des bâtiments, permettra de compenser la mise à l'arrêt progressive des quatre dernières centrales à charbon et de quatorze des cinquante-huit réacteurs nucléaires, sans mise en cause de la sécurité d'approvisionnement ».

Parmi les signataires de ces autoglorifications satisfaites mais totalement déconnectées des réalités physiques et délétères pour le climat et la sécurité d'alimentation du pays, on trouve notamment :

- * Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire, actuellement première ministre ;
- * Pascal Canfin, président de la commission Environnement du Parlement européen, toujours en poste à Bruxelles ;
- * Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales, actuellement ministre des armées ;
- * Barbara Pompili, présidente de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale, ensuite nommée ministre de la Transition écologique en juillet 2020, actuellement redevenue députée ;

* Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, battue aux dernières élections législatives, qui vient, malgré les réticences parlementaires (43 voix pour, 48 voix contre) d'être nommée à la présidence de la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE).

Comme chacun sait, « Gouverner, c'est prévoir ». On saluera donc ici les exceptionnelles qualités de prévoyance de ces personnalités qui occupent ou pourraient occuper à nouveau des postes éminents dans la gouvernance du pays, notamment en matière énergétique. Ce n'est pourtant pas faute, pour Sauvons le Climat et pour bien d'autres, d'avoir alerté sur les risques de décisions qui oublient les réalités scientifiques et techniques, pour ne retenir que les visions idéologiques et politiciennes.

Plusieurs des personnalités précitées ayant à nouveau la charge de l'énergie, secteur stratégique s'il en est, une question majeure se pose : ont-elles tiré toutes les leçons de leurs errements passés ? Plus précisément, ont-elles enfin compris :

- Qu'un socle de production nucléaire majoritaire dans la production d'électricité est indispensable et irremplaçable pour : atteindre la neutralité carbone en 2050, objectif majeur s'il en est ; le faire en disposant de suffisamment d'électricité pour que la France reste un pays développé et ne sombre pas dans la précarité énergétique ; conserver une électricité disponible à la demande à un coût compétitif pour tous les consommateurs, particuliers et professionnels, y compris les électro-intensifs, condition indispensable d'une renaissance industrielle ;
- Que le nucléaire n'est donc pas « *une énergie de transition* » mais bel et bien une énergie d'avenir, les énergies éolienne et photovoltaïque étant non seulement intermittentes, mais n'ayant aucune chance, en dépit de progrès d'efficacité énergétique et de raisonnables efforts de sobriété comportementale, tous deux indispensables par ailleurs, de pouvoir satisfaire à elles seules les besoins d'un pays de la taille de la France : il est temps d'abandonner cette illusion ;
- Qu'après une décennie de dénigrement idéologique et politique de cette énergie, il est impératif de lui redonner une image d'avenir positive et réaliste auprès des jeunes générations de chercheurs, d'ingénieurs, de techniciens et de compagnons, ce qui pour ces derniers passe par la réhabilitation des métiers manuels, qui font appel à des formes d'intelligence différentes, non inférieures à bien d'autres, en dépit de préjugés très français qui valorisent systématiquement le scribe par rapport à l'artisan. Tout cela est indispensable pour attirer ces jeunes générations dans ce secteur industriel très demandeur de compétences, notamment dans la perspective de la construction de nouveaux réacteurs dans les décennies à venir ;
- Qu'une politique nucléaire s'inscrit dans le temps très long et est incompatible avec des « stop & go » dévastateurs. Une politique cohérente et constante engagée pour plusieurs décennies est impérative pour disposer à nouveau d'une recherche et d'une industrie nucléaire procurant une indépendance énergétique nationale dont on mesure actuellement l'immense valeur en Europe.

Il est urgent que le gouvernement traduise en actes les récentes déclarations du Président de la République soulignant l'importance du nucléaire pour le climat et pour l'avenir de notre pays. La crise énergétique que subit l'Europe, qui s'est trompée sur toute la ligne dans sa politique énergétique promue par la Commission européenne sous l'influence dominante des pays anti-nucléaires et d'une idéologie « Verte » ignorant les lois de la physique, est la preuve criante, s'il en était besoin, de cette urgence.